

«Contre l'immigration de masse»

Le oui à la Croatie lance les hostilités sur le débat européen

Le feu vert du National vise à sauver l'accord sur la recherche. Attaques frontales de l'UDC contre Sommaruga

Florent Quiquerez Berne

Plus de deux ans après l'acceptation de l'initiative «Contre l'immigration de masse», une première décision sort enfin du parlement. Une large majorité du Conseil national (122 contre 64) a donné son feu vert hier au protocole d'extension de la libre circulation à la Croatie.

Au lendemain du 9 février 2014, le Conseil fédéral avait gelé ce dossier, l'estimant contraire au nouvel article constitutionnel. «La situation était bloquée, mais les discussions ont évolué avec Bruxelles», a justifié la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga. Ce qui a changé, c'est aussi l'interprétation juridique. «On part du principe qu'il s'agit de l'extension d'un accord existant», a expliqué Laurent Wehrli (PLR/VD) au nom de la commission.

L'UDC seule contre tous

Cette pirouette doit surtout servir à sauver Horizon 2020, le fructueux programme de recherche, dont la Suisse est en partie exclue. «La Croatie est une condition sine qua non pour notre pleine réintégration», a insisté Kathy Riklin (PDC/ZH). «Notre participation à des projets a baissé de 40%», s'est inquiétée Isabelle Chevalley (Vert/lib/VD). Mais les parlementaires sont aussi conscients que c'est l'Europe qui décide. «Parfois, il faut donner pour recevoir», note Walter Müller (PLR/SG).

Et ce n'est pas tout. Pour une large majorité du parlement, l'accord sur la Croatie doit être vu comme un signe de bonne volonté à l'égard de l'Union européenne (UE), alors que les discussions seront ardues pour appliquer l'initiative «Contre l'immigration de masse». Balthasar Glättli (Les Verts/ZH) en est convaincu: «Pour sortir de l'impasse, il faut passer par la Croatie.»



La conseillère fédérale Simonetta Sommaruga a défendu l'accord sur la Croatie. Pour une large majorité du parlement, il doit être vu comme un signe de bonne volonté à l'égard de l'UE. KEYSTONE

Seule contre tous, l'UDC n'a pas ménagé ses efforts pour dénoncer un «viol de la Constitution, et un chantage de l'UE», pour reprendre les mots de Roger Köppel (UDC/ZH). Le rédacteur en chef de la *Weltwoche* s'en est d'ailleurs pris violemment et personnellement à la ministre en charge du

dossier, Simonetta Sommaruga (lire ci-dessous). Pour Yves Nidegger (UDC/GE), «la Suisse surestime Horizon 2020». Et de mettre en avant les possibilités de partenariats avec d'autres acteurs mondiaux de la recherche, comme les Etats-Unis. Pour le Genevois, signer ce protocole donne un mes-

sage confus à Bruxelles. «On fait comme si les Suisses étaient d'accord avec la libre circulation.» Il pointe du doigt «l'autisme de la Coupole face au ras-le-bol de la population».

Si les discours ont été aussi musclés, c'est que la Croatie est le premier tour de chauffe des futu-

res discussions sur nos relations avec l'UE. L'application de l'initiative «Contre l'immigration de masse» est certes empoignée par la bande, mais les dossiers sont bel et bien liés. «On ne parle pas ici que de la Croatie, mais de l'idée même de libre circulation, a expliqué Martin Naef (PS/ZH), coprésident du Nomes. C'est le cœur de l'UE, et la clé vers le marché uni-»

Appliquer l'initiative

Ce premier débat a aussi permis de dévoiler une partie des cartes qui seront jouées par la suite. La stratégie du Conseil fédéral ne bouge pas. L'idée: un accord consensuel sous la forme d'une clause de sauvegarde négociée avec l'UE. Une solution qui satisfait la majorité des partis. «Si la Commission européenne a toujours dit que la libre circulation n'était pas négociable, un compromis semble pouvoir être trouvé», estime Claude Bégli (PDC/VD). Le Vaudois ne cache toutefois pas son intérêt pour le contre-projet à l'initiative RASA, qui propose une nouvelle version de l'article 121a.

Le PLR a répété quant à lui que sa piste privilégiée restait la préférence nationale. Côté socialiste, Manuel Tornare (PS/GE) a martelé que la libre circulation était un succès pour la Suisse, et que le peuple l'avait avalisée à plusieurs reprises. Comme pour préparer l'opinion publique à un nouveau vote, il a lancé: «Ne faisons pas table rase des décisions passées.» Et Denis de la Reussille (La Gauche/NE) de souligner la nécessité des mesures d'accompagnement.

Des propositions qui ressemblent à un miroir aux alouettes pour l'UDC. Le parlement fait fausse route, estime Yves Nidegger. «La libre circulation est morte en droit suisse.» Pour son collègue Mauro Chiesa (UDC/TI), «il faut arrêter de spéculer et miser enfin sur une gestion autonome de l'immigration». Mais la majorité croit encore à la possibilité de concilier l'inconciliable, maîtriser l'immigration et maintenir la libre circulation. Un espoir entretenu par Simonetta Sommaruga, pour qui «il existe, de la part de l'UE, une volonté politique de trouver une solution».

Placements abusifs: le National est divisé

L'UDC et une partie du PLR s'opposent au dédommagement des victimes

Le Conseil national a débattu hier de la question du dédommagement par l'Etat des victimes de placements abusifs, comme le réclame l'initiative sur la réparation. L'UDC et une partie du PLR s'y opposent. Les autres partis soutiennent le contre-projet du Conseil fédéral. «Nous traitons d'une page noire de l'histoire suisse, qui a souvent touché des gens pauvres, considérés en marge de la société de l'époque», a rappelé Evi Allemann (PS/BE).

Les mesures coercitives à des fins d'assistance ont été ordonnées jusqu'en 1981 en Suisse. Des enfants ont par exemple été placés de force dans un home ou une famille, des personnes internées par décision administrative, stérilisées de force ou données à l'adoption.

L'initiative populaire demande la création d'un fonds de 500 millions de francs pour les victimes, une étude scientifique approfondie et un débat de société. Le contre-projet indirect du Conseil fédéral reprend ces deux dernières mesures, mais propose une enveloppe de 300 millions. Les moyens ne seront attribués que sur demande et uniquement aux personnes directement et gravement touchées. Avantage du contre-projet: il pourra entrer plus rapidement en vigueur que l'initiative, et ce dans l'intérêt des victimes âgées, a remarqué Roberto Schmidt (PDC/VS).

«Seuls les actes qui étaient déjà illégaux avant 1981 sont concernés par le projet. Les abus étaient des conséquences de pratiques de l'époque, mais ils étaient illégaux, immoraux et choquants», a déclaré Jean Christophe Schwaab (PS/VD), au nom de la commission. «Le droit est prévu pour le présent, pas pour régler le passé», a lancé Hans-Ueli Vogt (UDC/ZH). Et de s'interroger: où s'arrêter lorsqu'on commence à juger le passé? «C'est oublier l'ampleur des fautes commises», a répondu Laurence Fehlmann Rielle (PS/GE).

«Il s'agit de boucler un dossier tragique de notre histoire. Cela ne pourra se faire que par la remise d'une contribution symbolique», a ajouté Philippe Bauer (PLR/NE).

Les débats reprennent aujourd'hui. **ATS**

Attaquée, Sommaruga quitte la salle!

● Une conseillère fédérale qui quitte l'hémicycle en plein débat, l'événement est rare! Il s'est produit hier sous la Coupole. Alors qu'il s'exprimait sur l'après-9 février, Roger Köppel (UDC/ZH) s'en est pris personnellement à Simonetta Sommaruga. Dans sa diatribe, les critiques ont fusé à l'égard de la ministre. «Je m'étonne, je m'interroge, je m'émerveille de la frivolité avec laquelle vous faites fi de la Constitution», a lancé le rédacteur en chef de la *Weltwoche*. Dénonçant un double discours de la part de Simonetta Sommaruga, l'UDC fait un parallèle avec l'asile, où la ministre cacherait la vérité à



Roger Köppel UDC/ZH

la population. Trop, c'est trop pour la conseillère fédérale, qui a décidé de sortir de la salle, alors que Roger Köppel parlait encore. Emmenée par le chef de groupe Roger Nordmann (PS/VD), la députée socialiste, outrée, a fait de même. «Il est temps de mettre des limites», estime Ada Marra (PS/VD). «Tous les coups ne sont pas permis», renchérit Rebecca Ruiz (PS/VD). Pour Manuel Tornare

(PS/GE), l'attitude du Zurichois est celle d'un «mufle». Réaction aussi des autres partis. «Je demanderais bien à M. Köppel de s'excuser, a lancé Elisabeth Schneider-Schneiter (PDC/BL), mais je crois qu'il vaut mieux l'ignorer.» Un peu plus tard, Hans-Peter Portmann (PLR/ZH) relevait l'attitude «digne» de Simonetta Sommaruga.

L'appréciation est tout autre dans le groupe UDC. Pour Roberta Pantani (Lega/TI), l'action des socialistes s'apparente à «une clownerie indigne». Du côté du département de Simonetta Sommaruga, on préfère ne pas commenter cet événement. **F.QZ**

PUBLICITÉ

Découvrez plus de 150 excellents vins d'été

Sauvignon Gris
Trésor GE
AOC 2014

73.-
6x75 cl
86.-



Assemblage
L'As de Cœur VD
AOC 2014

51.50
6x75 cl
65.-



-30% sur tout le poisson frais
hors fruits de mer et crustacés

1.50
500 g
2.50

Fraises d'Espagne



5.80
kg
8.90

Poulet 900-1200 g
frais de Suisse

ALIGRO

Genève • Chavannes-Renens • Matran • Sion